



MARCHE MONDIALE DES FEMMES

BULLETIN DE LIAISON

Volume 14 – Numéro 2 – Mai 2012

Editorial

Nous continuons à partager avec vous les réponses de la Marche mondiale des femmes aux crises environnementales et des soins à la personne qui sont des facettes de la crise multidimensionnelle du système. Le capitalisme est en crise, et sa réponse est plus de la militarisation et d'autorité. Les liens entre capitalisme et patriarcat deviennent plus complexe et il faut affiner nos analyses. La lecture des militantes de la MMF sur le contexte au Mali, en Tunisie et au Guatemala va aussi dans ce sens. Nous prenons le risque d'être un peu en retard sur l'actualité du fait de la rapidité des événements mais la perspective des femmes qui vivent là-bas et qui agissent pour changer la situation est toujours d'actualité. Agir de façon stratégique dans un monde toujours plus complexe tel est notre défi pour l'organisation des 24 heures d'action féministe comme un symbole que nous sommes sur le qui-vive et en mouvement.

Nous sommes solidaires des femmes et des jeunes qui vivent au Québec et qui résistent depuis plus de 100 jours aux mesures répressives du gouvernement national et qui expriment à haute voix leurs revendications pour une éducation considérée comme un droit et un bien commun.

INTERNATIONAL

La réunion du Comité International fait suite aux décisions de la Rencontre des Philippines

Le Comité International (CI) de la Marche Mondiale des Femmes a réalisé sa première rencontre en personne le 17 et 18 avril 2012 à Istanbul, Turquie. Les représentantes de toutes les régions de la MMF ont été présentes, cet à dire : Afrique, Amériques, Europe, Asie-Océanie, Moyen-Orient/ Monde Arabe.

La réunion a permis à toutes les membres du CI de se rencontrer, parce que quelques d'elles n'ayant pu être présentes à la 8^e Rencontre Internationale, réalisée aux Philippines. Cela a permis, en plus du suivi de la Rencontre une riche discussion de reconnaissance de différentes réalités des pays et régions du monde.

Les détails du fonctionnement des 24 heures d'action féministe, a travers le monde, furent un des principaux thèmes traité. Il a été défini que l'action aura lieu le 10 décembre 2012, entre 12h et 13h. Cette action est notre réponse à la montée de la militarisation, de la violence contre les femmes et le "femicide", l'augmentation de la pauvreté et les mesures d'austérité lancées par des gouvernements qui entravent notre lutte pour l'autonomie économique et imposent la privatisation des biens communs partout dans le monde. La date choisie marque le jour où nous,

femmes de la MMM avons approuvé en 2004, la Charte Mondiale des Femmes pour l'Humanité, qui synthétise notre horizon commun: un monde basé sur des valeurs d'égalité, de liberté, de solidarité, de justice et de paix. De plus, cette date est connue comme la Journée Internationale des Droits Humains. De plus amples

informations concernant l'organisation de cette action seront envoyées les prochains mois.

Lors de la Conférence de presse réalisée le 20 avril, nous avons manifesté notre solidarité avec nos soeurs turques: syndicalistes, militantes politiques, journalistes se trouvant en prison après avoir défendus leurs droits, ainsi que avec les

femmes kurdes souvent marginalisées. En 2009, nous femmes de la MMM, nous nous sommes mobilisées par solidarité avec nos camarades syndicalistes arbitrairement détenu(e)s en Turquie. Une partie de ces activistes furent jugés et condamnés à 6 ans de prison. En ce moment, le procès est en instance supérieur.



Nous avons également manifesté notre solidarité envers nos soeurs qui se trouvent au Mali, en Tunisie, au Guatemala et en République Démocratique du Congo, et demandé aux gouvernements respectifs de faire le nécessaire afin de stopper la montée de la violence et de la militarisation dans ces pays. Nous avons réaffirmé notre volonté de continuer à travailler l'appfondissement et la construction d'alternatives féministes, nous efforçant d'inclure dans la Marche, toutes les femmes, et particulièrement celles qui sont



marginalisées, comme le sont les lesbiennes, autochtones, immigrantes, prostituées et tant d'autres.

D'ailleurs la réunion du CI, certaines de nos membres ont participé à différentes tables rondes à l'occasion du 12ème

Forum AWID (Association pour les Droits de la Femme et le Développement) qui s'est déroulé du 18 au 22 avril 2012 (photo). À cette occasion, nous avons pu partager avec des femmes du monde entier des analyses et positions féministes.

AFRIQUE

Situation sécuritaire au Mali: Entre rébellion armée dans les régions du Nord et coup d'Etat militaire

La rébellion armée touareg existe au Mali de façon récurrente depuis celle de 1963 qui a été réglée par les armes. Elle a fait son retour au début des années 1990 où elle a été gérée par la négociation et la signature d'un document et intégration des ex-combattants dans les forces armées et de sécurité. Elle a repris de nouveau en 2005 : négociation encore et signature d'un autre document. Mais il n'y avait encore jamais eu d'occupation territoriale.

Après l'intervention de l'OTAN, avec en tête la France (largage d'une quantité importante d'armes) en Libye en 2011, beaucoup de jeunes maliens qui sont allés lutter dans l'armée de Kadhafi ont eu accès à des armes de toutes sortes. Après la guerre, des groupes mieux armés que l'armée malienne sont retournés dans le pays ; les autorités maliennes les ont laissés s'installer au Nord, sont allés leur rendre visite et leur donner un appui financier.

Mais depuis plus de quatre mois, le son des armes a pris la place du dialogue et de la concertation dans notre pays et semble ne pas vouloir s'arrêter. Le Mali vit une crise sans précédent et la complexité de cette crise ainsi que la diversité des acteurs impliqués rendent difficile sa résolution.

Le 17 janvier 2012, des assaillants armés ont occupé Ménaka, une ville de la région de Gao, et ont planté leur drapeau à la place du drapeau malien ; cela a eu comme conséquence le départ précipité des forces armées et de sécurité, de l'Administration d'Etat et un déplacement massif des populations. Quelques jours après ils se sont attaqués à la ville d'Aguelhok où ils ont mis des dizaines de militaires maliens en rang et les ont égorgés un à un.

Les populations maliennes étaient sous le choc de ces atrocités quand le 22 mars 2012, un groupe de soldats de l'armée malienne ont fait une mutinerie qui s'est transformée en coup d'Etat : prise de la Radiotélévision d'Etat, de l'aéroport et attaque du Palais Présidentiel.

La Constitution a été suspendue, les institutions dissoutes, les frontières fermées et les élections présidentielles qui devraient se tenir en avril ont été annulées.

Avec le coup d'Etat militaire, qui visait à stopper l'avancée de ces rebelles, la situation n'a fait qu'empirer: une semaine après le coup, la rébellion a avancé et plus de 66% du territoire du Mali a été occupé en 3 jours seulement : les 28, 29 et 30 mars les assaillants occupent les 3 régions du Nord sans résistance de la part de l'armée qui a déserté les lieux. Tout le personnel de l'administration d'Etat a quitté ces régions. Les populations se voyant abandonnées par l'Etat, se sont mises à fuir dans tous les sens : dans les pays voisins et dans les autres régions du pays non occupées.

A Gao et à Tombouctou ils ont détruit toutes les structures physiques, comme les banques, les écoles et les hôpitaux, les maternités, les églises, les magasins de stockage d'aliments de l'Etat et des institutions partenaires du Mali (ces magasins étaient pleins car ces régions étaient en insécurité alimentaire très poussée et une distribution gratuite était en cours). Ils se promènent à travers la ville en tirant des coups de fusils en l'air. Ils continuent avec l'imposition de la peur à travers des pratiques comme égorger des gens publiquement, enlever et violer des femmes et des filles collectivement, confiscation de liberté. Maintenant ils se marient aux filles de force sous la menace des armes.

Ce qui complique la situation, c'est que les assaillants sont composés de plusieurs groupes qui ont des objectifs différents: le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) composé d'une frange de touaregs qui réclame l'indépendance et qui n'a pas hésité à s'allier avec d'ex combattants libyens armés et des mouvements djihadistes Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), Ansar Dine (groupe salafiste),

MUJAO (Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest), Boko Haram du Nigéria ainsi que des narcotrafiquants et des criminels de nationalités diverses: Afghans, pakistanais, libyens, etc.



Dans l'action internationale de 2010, la MMF au Mali a discuté à Bamako et à Gao la participation des femmes dans la prévention et la gestion des conflits

Comme si cela ne suffisait pas, les 30 avril et 1 mai 2012, des affrontements armés sont intervenus entre le Régiment des Commandos Parachutistes, communément appelés "Bérets Rouges" (qui était responsable de la sécurité du Président déchu ATT), et celui du Camp Soundiata de Kati, "Bérets Verts" (dont sont issus les éléments de la junte) créant ainsi une situation générale de panique au sein des populations. Ce malheureux épisode militaire, inédit dans l'histoire du Mali, a fait plusieurs victimes (blessées ou décédées). La survenue de ces affrontements a contribué à installer un climat d'insécurité et de suspicion entre les acteurs de la scène politico sociale et militaire au Mali et éloigne un peu plus de la résolution du conflit du Nord-Mali.

La situation générale d'insécurité et l'absence de liberté totale dans leur terroir ont exaspéré les jeunes de Gao et il y a deux semaines ils sont sortis affronter

les assaillants les mains nues durant deux jours; depuis les exactions sur les populations ont diminué.

Les sanctions économiques imposées par la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) ont mis la pression à la junte qui a fini par restaurer la Constitution et les institutions de la République. La Constitution qui dit que, en l'absence du Président de la République, c'est le Président de l'Assemblée Nationale qui assure l'intérim et doit organiser des élections au plus tard quarante jours après. C'est ce qui a conduit la CEDEAO et la junte à installer le Président par intérim (qui est devenu Président de la transition depuis le 22 mai), un Premier Ministre et un Gouvernement de mission pour une transition de 12 mois pour gérer la question du Nord et organiser des élections présidentielles.

Mais malheureusement, le Nord du pays reste toujours sous occupation et sous la loi islamique par des groupes composés de Maliens et d'étrangers. «Les populations maliennes s'organisent pour faire face à l'occupation de leurs terres par les assaillants. De nombreuses actions sont en cours à tous les niveaux pour le retour de la paix et la cohésion sociale», dit Nana Aicha Cissé, de la MMF au Mali et membre de notre Comité international (CI) pour la région Afrique. "La médiation se poursuit mais nous sommes dans une incertitude totale car nous ne savons pas combien de temps cela prendra. Ce qui est sûre, c'est que la majorité des parties prenantes sont d'accord pour négocier tout, mais pas la division du pays."

Dans son adresse à la presse lors de la réunion à Istanbul, le Comité International de la Marche Mondiale des Femmes a demandé une résolution rapide du conflit, pour sauvegarder des intérêts des femmes et du peuple du Mali.

AMÉRIQUES

Guatemala autoritarisme et criminalisation des mouvements sociaux marque le gouvernement actuel

Les forces militaires et d'extrême droite au Guatemala ont réussi à reprendre le pouvoir, fin 2011, au travers de l'élection du Général retraité, Otto Pérez. Après un processus de 15 ans de transition vers la paix, ces mêmes forces sont sous enquête en raison du génocide commis pendant la guerre civile qui a causé de milliers de morts, disparitions, et violences sexuelles.

Les cinq premiers mois après l'ascension au pouvoir passés il est clair ce qui signifie ce nouveau gouvernement "Derrière la façade civile, débute un processus de forte militarisation du pays, renforçant le modèle autoritaire, qui exclut, raciste, et patriarcal.

ainsi que des politiques extractives, agro-industrie et ateliers de misère, impliquant des politiques

d'exploitation de la main d'oeuvre, d'expropriation des terres des peuples et la criminalisation des luttes et une persécution légale des femmes et des hommes qui défendent leurs communautés."

C'est ce qu'ont affirmé des femmes et des hommes de différents groupes sociaux- peuples originaires, étudiants, organisations de femmes et féministes, radios communautaires, ONG et coopératives, syndicalistes- réunis en assemblée indigène, paysanne, et populaire, pour l'unité, la dignité et la souveraineté des peuples. Assemblée qui a eu lieu à l'Université de San Carlos le 29 et 30 avril dernier. (2 kat et 3 kan d'après le calendrier Maya). Veuillez cliquer pour lire [la déclaration complète](#) (en espagnol).

Un tel contexte attire l'attention sur la persécution légale promue depuis novembre 2011, par les proches de militaires contre les anciens membres des mouvements révolutionnaires. Aujourd'hui, ces derniers suivent la voie de la résistance pacifique, exigeant ainsi leur droits et tentant de protéger leurs territoires contre les entreprises transnationales.

Sandra Morán, du Secteur des Femmes, organisation qui coordonne la MMF au Guatemala, et membre de notre Comité International (CI), est une d'entre autres activistes ciblés par cette persécution.. "Du point de vue des militaires, je suis accusée de 65 milles crimes. C'est un moyen qu'ils ont trouvé pour faire pression et stopper les procès de justice", explique Sandra. De tels faits affaiblissent les quelques avancées qui avaient été réalisées dans le domaine institutionnel, dans le cadre de la réalisation des Accords de Paix et les compromis engagés comme résultat des actions de lutte.

L'autoritarisme se manifeste aussi sous d'autres formes, comme par exemple la déclaration début mai

d'un état de siège dans la municipalité de Barillas, Huehuetenango, département limitrophe de l'Etat du Chiapas, Mexique. Il y a 3 ans, 298 communautés sur un total de 305, ont ratifié le rejet de la construction d'une usine hydroélectrique sur un terrain traditionnellement utilisé comme espace de loisir et de cérémonie. La limitation de l'utilisation agricole et domestique de l'eau par les membres des communautés, aurait également été une des conséquences découlant d'une telle oeuvre. L'état de siège fut déclaré à la suite d'une mobilisation de plus de 5 mil personnes, déclenchée par l'annonce de la mort d'un des leader de la résistance au sein des communautés, Andrés Francisco Miguel lors d'une embuscade.

Embuscade qui a également laissé dans une situation critique deux militants - Pablo Antonio Pablo et Esteban Bernabé. A l'issue de cette édition, nous avons été informé que la fin de l'état de siège; pourtant les agressions vis-à-vis des communautés continuent: <http://alainet.org/active/54605>

EUROPE

"Grève des soins" au Pays-Basque

Pour manifester son adhésion à la grève générale du 29 mars, la MMF du Pays-Basque (Euskal Herriko Emakumeon Mundu Martxa) a convoqué une "Grève des soins" (voir photos). Ceci afin de revendiquer que le travail domestique et des "soins" dont s'occupent traditionnellement les femmes, qui n'est pas valorisé et manque des droits et des garanties, soit considéré comme un travail à part entière.

Elles ont appelé les femmes à ne pas nettoyer, ni cuisiner, ni s'occuper d'autrui durant ce jour, leur demandant également d'accrocher un tablier à leurs fenêtres et balcons, comme un acte symbolique pour rendre visible le fait qu'à l'intérieur de la maison aussi, les femmes étaient en grève.



Réunion de la Coordination Européenne de la MMF

Elle aura lieu du 1 au 3 juin 2012, à Romans sur Isère, en France. Le thème principal de cette rencontre sera la campagne européenne contre l'impact de la crise et celui des mesures d'austérité sur la vie des femmes. Les débats au sujet de cette campagne ont déjà débutés lors de la dernière réunion à Skopje (Macédoine). Maintenant l'objectif sera avancer sur la construction d'un agenda et des propositions d'actions communes, ainsi que des idées pour une campagne visible et dynamique.

Le premier matériel de la campagne montre des témoignages des femmes activistes. Cliquez pour [voir la vidéo](#).

Manifeste des Jeunes Féministes

Les préparatifs du deuxième Camp de Jeunes Féministes d'Europe qui aura lieu du 6 au 16 août 2012 à Moroieni, Roumanie continuent. A partir des débats réalisés lors du premier camp en juin 2011 en France, un document a été systématisé et sert comme point de départ pour la mise en place d'un agenda commun des jeunes. Le manifeste est organisé autour des thèmes suivants: solidarité, discriminations multiples, économie, environnement, violence, santé, sexualité et promotion du féminisme. Envers ce deuxième camp, l'idée est de poursuivre ce travail collectif afin de construire un monde sans oppression ni domination patriarcale et pour maintenir et renforcer les liens entre les jeunes femmes. Pour lire le Manifeste, cliquez ici: [English](#), [French](#). Pour obtenir des informations au sujet de la préparation du camp, écrire à: mmfjeunes@gmail.com.

MOYEN ORIENT/MONDE ARABE

Solidarité avec les femmes tunisiennes qui se battent pour garantir leur droits



Le 8 mars, plus de 5'000 personnes, en majorité des femmes, se sont rassemblés devant le palais du Bardo à Tunis, siège de l'Assemblée Constituante, afin de constitutionaliser les droits des femmes . L'ATFD – Association Tunisienne Femmes Democrates - membre de la Marche Mondiale des Femmes, ont organisé un petition en ligne pour enlargir le soutien au respect des droits des femmes dans la nouvelle Constitution de la république tunisienne. Elles prient de la signer en tant qu'individu-e-s ou au nom de l'organisation dans le liens :

http://www.petitions24.net/la_consitutionnalisation_des_droits_humains_des_femmes

Pendant la réunion du Comité International de la MMF, Souad Mahmoud a partagé la situation de femme Tunisienne est préoccupante. « Une crainte qu'un recul de leurs droits apparaissent avec la nouvelle Constitution est palpable au sein du peuple tunisien, et inquiète spécialement les femmes. Et aussi la menace

venant des secteurs islamiques conservateurs, qui désirent instituer la sharia comme source de la nouvelle constitution ».

« Il est à rappeler que la Tunisie est le seul pays du monde arabe où la femme tunisienne bénéficie d'un arsenal juridique favorable et égalitaire, aussi bien dans l'espace privé que public, grâce à la promulgation du Code du statut personnel dès 1956 et à la Constitution de 1959 qui établit l'égalité comme fondement de la législation. Les droits acquis par la femme dans les sphères économiques, politiques et culturelles sont renforcés par des acquis sociaux ayant permis à la femme de disposer de son corps, de décider du nombre de naissances désirées, d'être éduquée, de contribuer au développement en accédant très tôt au marché du travail et de participer à la prise de décision, y compris politique.».

Cliquez pour accéder à la version intégrale du article écrit para Souad sur [la situation actuelle en Tunisie](#).



ALLIANCES ET MOBILISATIONS

La participation de la MMF dans le Sommet des Peuples parallèle à la Rio+20

Entre le 15 et le 23 juin de cette année 2012, se tiendra le « Sommet des Peuples pour la Justice Sociale et Environnementale, contre la marchandisation de la vie et de la nature et pour la défense des biens communs » au Parc du Flamengo (Aterro do Flamengo) à Rio de Janeiro, Brésil, parallèlement à la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable, dite Rio+20. La réunion officielle fait référence aux vingt ans de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio92 ou ECO 92).

Le Sommet des Peuples est un espace construit par la société civile internationale pour proposer une nouvelle manière de vivre sur la planète,

solidairement, contre la marchandisation de la nature et en défense des biens communs. Tandis que l'agenda officiel de Rio+20 privilégie ce que l'on appelle l'économie verte, les mouvements et réseaux internationaux organisateurs du Sommet des Peuples - dont la MMF fait partie- se positionnent contre ce nouvel habit du même modèle de production et de consommation capitaliste, responsable de la crise planétaire actuelle. Plus de 30 mille personnes sont attendues pour ces actions.

L'objectif qui guide la méthodologie du Sommet des Peuples est la construction de convergences à partir de nos luttes actuelles qui soient capables d'appeler à de nouveaux processus de lutte anti-capitaliste. Le

Sommet des peuples sera organisée autour de trois axes:

1. Les **causes structurelles de l'actuelle crise**, injustices sociales et environnementales, fausses solutions et nouvelles formes d'accumulation du capital sur le dos des peuples et des territoires.

2. **Les solutions réelles et les nouveaux paradigmes et alternatives** des peuples

3. **Agenda, campagnes et mobilisations** qui unifient les processus de lutte anti-capitaliste après Rio+20
Voici le programme général des activités du Sommet:

Date	Matin	Après-midi
5	Journée d'action globale contre le capitalisme	
15 y 16	Activités autogérées (organisées par des réseaux et/ou coalitions)	
17	Plénières de convergences pré-assemblée	
18	Activités autogérées et mobilisation des femmes	Plénières de convergences pré-assemblée
19	Activités autogérées et mobilisations	Assemblée des peuples /Causes structurelles et fausses solutions
20	Journée de mobilisation	
21	Activités autogérées et mobilisations	Assemblée des peuples – Nos solutions
22	Assemblées des peuples – Agenda de luttes et campagnes	Activités culturelles de clôture
23	Évaluation du sommet	

À l'intérieur du sommet, avec d'autres mouvements sociaux qui partagent notre vision anticapitaliste, anti-patriarcale et anti-raciste, nous, la MMF nous mettons l'accent sur **l'Assemblée des Peuples**, espace où, par le biais de témoignages et d'analyses, d'échanges et de solidarité, de mobilisations et d'actions concrètes, nous devons relever le défi de renforcer les luttes actuelles

et de convoquer à de nouvelles actions et de nouvelles initiatives, génératrices de nouvelles plateformes d'unité.

Siteweb officiel du Sommet des peuples
<http://cupuladospovos.org.br>

Actions déjà prévues par la MMF

Nous coordonnons notre participation aux activités et mobilisations avec les mouvements sociaux alliés (Via Campesina, Amis de la Terre, etc). Pendant l'événement, nous prévoyons d'organiser un camp de la MMF pour environ un millier de femmes (qui fonctionnera entre le **17 et le 21 juin**): ce sera un espace de logement, d'organisation et d'échange, tant pour la délégation brésilienne que pour les délégations internationales de la MMF des autres pays qui viendront à Rio. Les comités de la MMF dans les Etats brésiliens organisent déjà des activités de formation, de mobilisation et de financement pour garantir la présence de leurs délégations.

Nous organisons nos activités de façon à mettre l'accent sur la construction des plénières de convergence et de l'Assemblée des Peuples, pour

garantir que la perspective féministe soit bien présente dans ces processus.

Ainsi, avec les femmes de Via Campesina, Articulation National de Agroécologie (ANA), Coordination Andine des Organisations Autochtones (CAOI), nous avons inscrit une activité conjointe autogérée: "Féminisme, souveraineté alimentaire et agroécologie" pour le **16 juin (matin)**. Avec ces mêmes organisations, et également des femmes syndicalistes et d'autres organisations féministes, nous confirmons la date du **18 juin (matin)** pour la mobilisation de rue des femmes. Enfin, nous allons participer à la plénière de convergence pré-assemblée (**17 et 18** dans l'après-midi) et la mobilisation de **20 juin**, le premier jour de la réunion officielle de la Rio+20.

La MMF dans les débats pour Rio +20

Nous sommes présentes dans cette construction comme partie d'un processus global de résistance au capitalisme, qui est patriarcal et raciste et qui aujourd'hui s'étend toujours plus à toutes les sphères de la Vie. Notre participation au processus vers RIO+20 a pour objectifs de parvenir, avant même le sommet, à rendre visibles les luttes qui se mènent actuellement

dans nos pays contre les fausses solutions et contre le capitalisme vert Et d'un point de vue féministe (antisystème et critique), à provoquer un débat ouvert pour démasquer les intentions des transnationales et des gouvernements en matière d'économie verte, sur les effets qu'elle a sur la vie des femmes et à faire connaître les propositions alternatives des femmes

pour bien vivre et vivre ensemble, grâce à notre participation active avec nos alliés. Nous partons des débats et des actions organisés tout au long de notre histoire comme mouvement et qui sont synthétisés dans nos champs d'action, en particulier dans celui de "Bien commun et services publics" (<http://www.marchemondiale.org/actions/2010action/text/biencomun/fr>). Nous positionnement en tant que féministes se fait dans le cadre de la critique aux fausses solutions à la crise environnementale et pour affirmer que le nouveau discours du capitalisme, qui aujourd'hui se traduit par les vocables "Economie verte", est le même modèle de marché qui marchandise notre vie, nos corps et nos territoires. Nous disons NON! aux fausses solutions proposées par le marché et ses agents, comme les marchés du carbone, les agro-combustibles, les mécanismes de REDD et REDD++ et la géo-ingénierie. Nous n'acceptons pas des « solutions » qui ne font que générer plus de commerce et qui ne changent pas le modèle de production, de consommation et de reproduction sociale. Mais nous affirmons également que les alternatives construites et proposées par les peuples doivent intégrer une dimension génératrice d'égalité, en insistant sur le fait que, pour que celles-ci soient des alternatives globales véritables, elles doivent envisager l'égalité entre hommes et femmes, le droit des femmes à une vie sans violences et la juste répartition du travail domestique et des soins, entre les hommes et les

femmes. Nous ne partons pas de rien, mais des connaissances accumulées dans le cadre de l'économie féministe qui veut relever le défi de la durabilité de la vie humaine.

Ce débat de critique du capitalisme et de développement d'alternatives ne se réalise pas dans le cadre institutionnel de l'ONU ou de ses espaces de dialogues avec la société civile, qui bien des fois est réduit à l'addition de clauses de genre dans les traités, dans la même logique que celle des négociations à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Nous croyons qu'un tel débat sur les alternatives ne peut avancer qu'avec un grand travail de prise de conscience auprès des femmes et dans le cadre d'alliances avec d'autres mouvements sociaux qui luttent également contre le système capitaliste, patriarcal et raciste. Nous avons été présentes dans cette perspective dans plusieurs espaces des peuples parallèles aux sommets officiels comme la COP (Conférences de parties) de la Convention sur le Changement Climatique de l'ONU organisés à Bali (2008), Copenhague (2009), Cancún (2010) et Durban (2011). Nous participons en outre à des processus construits conjointement avec les peuples, en particulier, le Sommet des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre Mère (Cochabamba, Bolivie, 2010) et le Forum Social Thématique « Crise du Capitalisme, justice environnementale et sociale » (Porto Alegre, Brésil, Janvier 2012).



Rio +20: un regard sur le processus officiel

En janvier 2012, les Nations Unies ont lancé, le brouillon 0 du document préparatoire des discussions officielles avec comme titre "Le futur que nous voulons". Le document pose beaucoup de problèmes: il présente l'économie verte et la participation du secteur privé comme la solution aux problèmes qu'eux-mêmes ont créés et continueront de créer; il corrobore le Round de Doha de l'OMC, la déclaration de Paris sur la coopération internationale et la COP-17, tous les accords qui renforcent l'intérêt des entreprises. Et, à la fin, il propose comme mesures concrètes l'établissement d'Objectifs de Développement Durable. Ceux-ci sont la répétition de ce qu'ont été les Objectifs du Millénaire, des accords

aux rabais qui mettent à la poubelle tous les accords du cycle de Conférences sociales des Nations Unies des années 1990.

Le document ne fait qu'une référence générique à l'inégalité de genre, en mentionnant que le développement durable dépend de la contribution des femmes, qu'il est nécessaire d'effacer les barrières qui empêchent celles-ci de participer intégralement à l'économie et de prioriser des mesures qui promeuvent l'égalité de genre. Donc, cela suit la même logique des accords de libre-échange: inclure les femmes comme moyen de légitimer une mauvaise proposition pour tout le monde, hommes et femmes. Nous ne voulons pas être incluses dans l'«économie verte», car elle

implique la marchandisation de la nature et la poursuite de la destruction de l'environnement, compensée par de petites zones préservées contrôlées par des sociétés privées et des ONG à leur service, et transformées en négoce.

Pour transformer les "services" de la nature (la transformation de la pollution - le dioxyde de carbone en oxygène, la biodiversité et la régulation des processus vitaux, etc.) en affaires, il est nécessaire qu'une institution qui bénéficie de légitimité dans la

société leur donne un nom (crédits de carbone), leur mette un prix et certifie en outre que certaines ONG ou entreprise sont la garantie de ces processus. Ainsi, un thème central dans la Conférence Rio +20 est la création d'une agence de l'environnement de l'Organisation des Nations Unies, en mettant l'accent sur les secteurs qui sont monopolisés par les sociétés transnationales (voir le lien vers la [pétition contre le monopole de l'ONU par les entreprises](#)).

Le 5 juin: Journée de Mobilisation Internationale

Conscientes de la nécessité de générer un processus plus ample de critique de l'économie verte, durant le Forum Social Thématique "Crise capitaliste, Justice sociale et environnementale", réalisé à Porto Alegre (RS), Brésil, du 24 au 29 janvier 2012, l'Assemblée des Mouvements Sociaux a défini la réalisation d'une journée mondiale d'action commune le **5 juin**, dans le but d'envoyer un message fort à chacun de nos gouvernements avant la conférence de l'ONU Rio+20. A cette date, qui coïncide avec la Journée Internationale de l'Environnement, nous allons mettre en évidence notre position contre les politiques qui sont au service des entreprises transnationales et qui impliquent la marchandisation de la nature, de nos vies et de nos corps et affirmer nos alternatives.

À Porto Alegre, nous avons renforcé nos axes communs de lutte, décidés en 2011, pendant le Forum Social Mondial à Dakar (Senegal):

- contre les multinationales,
- pour la justice climatique et pour la souveraineté alimentaire,

- pour l'élimination des violences faites aux femmes,
- contre la guerre, le colonialisme, l'occupation et la militarisation de nos territoires.

Au Brésil, outre le 5 juin, le premier jour officiel de la conférence, le 20 juin, sera marqué par une grande manifestation à Rio de Janeiro et dans plusieurs villes brésiliennes pour exprimer la lutte des peuples contre la marchandisation de la nature et en défense du bien commun.

Cliquer pour lire la [déclaration de la Assemblée des mouvements sociaux](#) à Porto Alegre 2012.

Dès maintenant, nous voulons rendre visibles les actions ou mobilisations que les mouvements organisent dans divers pays autour de ce moment-là. S'il vous plaît, partagez avec nous les informations (date, lieu, horaire) et 'autres matériaux utilisés pour la sensibilisation sur ce email: communication@marchemonde.org

Le **Bulletin de Liaison** est un bulletin édité par le Secrétariat International (SI) de la Marche Mondiale des Femmes, et distribué par courriel électronique.

Coordonnées : Rua Ministro Costa e Silva, 36 • Pinheiros, São Paulo, SP • Brasil • 05417-080 • Tel : +55 11 3032-3243 • Fax : +55 11 3032-3239 • E-mail : info@marchemonde.org • Siteweb: <http://www.marchemonde.org>

Collaborations dans cette édition : Alessandra Ceregatti, Miriam Nobre, Nana Aicha Cissé, Souad Mahmoud

Traduction et révision: Alessandra Ceregatti, Ioana Pop, Karen Lang, Laurel Clausen, Lucile Dau, Luma Pillet, Mónica Salom **Photos**: Archives du SI MMF, Salima Sultana

Pour **recevoir** ce bulletin, veuillez envoyer un e-mail à info@marchemonde.org avec le sujet « Adhésion bulletin ». Pour **annuler** votre adhésion, veuillez envoyer un e-mail à info@marchemonde.org avec le sujet « Annulation adhésion bulletin ».